

LES CHIFFRES DU MOIS

Il y a **1 an**,
la Ligue Nationale pour la Démocratie
prenait ses fonctions au gouvernement



Bilan de plus de
160 000 déplacés
en raison des conflits
depuis 1 an

650 travailleurs de l'usine
coréenne Gun San licenciés
suite à des grèves



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



Le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a décidé le 24 mars dernier d'envoyer une Mission internationale indépendante d'établissement des faits afin d'enquêter sur les violations des droits humains en Birmanie. La mission devrait mettre l'accent sur les violences à l'encontre des Rohingya suite aux attaques du 9 octobre. Le Ministre des Affaires Étrangère birman s'est directement dissocié de cette résolution dans son ensemble, évoquant que cette enquête ne ferait qu'empirer la situation. En amont de cette décision, la Rapporteuse spéciale des droits de l'Homme Yanghee Lee avait présenté son rapport à cette au conseil,

appelant à la mise en place d'une Commission d'Enquête Indépendante et pressant la Birmanie de réformer la loi discriminatoire de 1982 sur la citoyenneté. Elle a également exprimé ses inquiétudes quant aux multiples cas de meurtres d'activistes et de défenseurs des droits de l'Homme – des cas souvent liés aux intérêts commerciaux ou militaires –, à l'escalade des violences et des abus des droits de l'Homme dans les États d'Arakan, Kachin et nord-Shan, évoquant la possibilité de « crimes contre l'humanité ».

Tribunal Permanent des Peuples. Au début du mois de mars, la session sur les crimes d'État en Birmanie du Tribunal Permanent des Peuples s'est tenue à Londres. Il s'agit d'une organisation non contraignante désignée pour exposer des crimes qui ne sont pas traités par d'autres instances, qui comprend des experts légaux en tant que juges. Les représentants Kachin et Rohingya ont présenté des témoignages d'experts et de témoins des exactions ainsi que des documents écrits, et ont travaillé ensemble, exprimant une solidarité mutuelle. Sans surprise, le gouvernement birman n'a pas rejoint la session. Les juges ont souligné l'importance de leur présence dans le futur. Les juges ont conclu que les allégations de ces crimes nécessitaient un jugement et le tribunal doit planifier une session plénière dans les six prochains mois, afin de rendre un jugement raisonné.

Discours de haine. Le moine bouddhiste extrémiste Wirathu a remercié l'assassin de U Ko Ni – éminent avocat musulman – et a exprimé sa sympathie envers les familles des suspects. Suite à cela, le conseil des grands maîtres bouddhistes Ma Ha Na a interdit au moine nationaliste de délivrer des « discours de haine contre les religions afin de provoquer des conflits locaux et entraver les efforts de maintien de l'état de droit ».



Intensification des combats. Des combats entre l'armée birmane et le groupe ethnique armé Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA) ont éclaté dans la zone auto-administrée Kokang, au nord de l'État Shan. Les sources militaires disent que des insurgés ont lancé un raid surprise sur une station de police qui a fait 10 morts : 5 du côté de la police et 5 civils. L'armée birmane a immédiatement lancé des opérations de "nettoyage". La MNDAA s'est exprimée, déclarant qu'elle répondait à la pression militaire continue. Le conflit a déplacé au moins 22 000 personnes. Les affrontements ont amené des tensions avec la Chine qui craint que les combats dépassent la frontière. Les résidents chinois du sud-ouest du Yunnan ont dit qu'ils entendaient les tirs au mortier et que certains obus de l'armée birmane étaient tombés sur le territoire chinois. L'ambassadeur chinois pour la Birmanie a appelé à la cessation des combats dans la zone.

L'UNFC rencontre Aung San Suu Kyi. L'United Nationalities Federal Council, qui rassemble sept groupes ethniques armés non-signataires de l'Accord de Cessez-le-feu de 2015, a rencontré Aung San Suu Kyi. Suite à cette rencontre, les médias ont rapporté que les deux parties étaient tombées d'accord sur le principe des neuf propositions de l'UNFC pour que les groupes qui en fassent parti signent l'Accord de Cessez-le-feu. Les leaders de l'UNFC ont par la suite évoqué un désaccord interne sur le processus de paix. Certains groupes, et pas des moindres (Kachin Independence Organization & Shan State Progress Party) proposent un nouveau mode de négociations, en ligne avec le pacte de Pangshlang. Il semblerait alors que cinq groupes ethniques armés soient enclins à signer l'accord : New Mon State Party (NMSP), Karenni National Progressive Party, Wa National Organization, Lahu Democratic Union & Arakan National Council.

Affrontements à Letpadaung. Les forces de polices et les populations locales se sont affrontées à proximité de la mine de cuivre de Letpadaung, provoquant au moins dix blessés. Le conflit a éclaté lorsque la police a tiré des balles de caoutchouc pour disperser les manifestants qui bloquaient des camions sur la route, connectant le site d'extraction avec la compagnie minière Wenbao. Un habitant a également évoqué que les manifestants du village de Moegyopyin se sont défendus en jetant des pierres aux forces de police. En réponse à cet incident, les autorités locales ont interdit aux villageois de se rassembler à plus de 5 personnes, de bloquer les routes, de porter des objets tranchants ou inflammables. A la fin du mois de mars, le ministre de la région a suspendu les activités de la mine de Letpadaung afin de prévenir de nouvelles tensions. Le même jour, les autorités gouvernementales ont accusé 50 paysans d'assauts, d'assemblées illégales et de destruction de la propriété de l'État pour avoir bloqué la route.

Une manifestation a réuni plusieurs centaines de personnes à Sittwe, protestant contre le fait que 53 Rohingya se sont vu attribués une carte nationale d'identité, prenant part au processus de nationalité. Les manifestants demandent l'arrestation du responsable local pour l'immigration pour avoir violé la loi 1982 pour la citoyenneté. Les tensions sont vives dans l'Etat d'Arakan.

Droits du travail. Les discriminations contre les travailleurs qui défendent leurs droits ont été mises en avant ce mois-ci, après qu'un responsable syndical soit licencié et que les heures supplémentaires de plusieurs employés n'aient pas été payées pendant plus d'un an dans une usine d'approvisionnement du géant du textile H&M. En Birmanie, les ouvriers sont payés 2,47 euros par jour, une moyenne mensuelle de 62 euros, le plus bas salaire de la région après le Bangladesh. Le Ministère du Travail, de l'Immigration et de la Population a évoqué qu'il planifiait d'augmenter le salaire minimum en raison des mobilisations à ce sujet.

Le Parlement a approuvé le budget pour 2017 - 2018. Le Parlement National a finalement approuvé un budget de 15,2 milliards de dollars, alors que le budget initialement proposé était de 15,4 milliards. Il a approuvé les recommandations de coupe budgétaire de 17 ministères et de 12 organisations nationales, coupes qui ne s'appliquent pas aux Ministères de la Défense, du Tourisme et de l'Information, ainsi qu'à la Cour Constitutionnelle. Le Ministère de la Défense dispose toujours d'un budget majeur: 14% du budget total, alors que le budget consacré à l'Education diminue.

National Budget Highlights		
	2016-2017 ⁷⁸	2017-2018 ⁷⁹
Total Budget	K23.62 trillion (US\$18.28 billion)	K20.59 trillion (US\$15.2 billion)
Sector	% budget	% budget
National planning	20.8%	22%
Electricity & energy	24.3%	20%
Defense	14.3%	14%
Education	8.1%	7.8%
Health	4.2%	5.2%

LES FOCUS DU MOIS

UN AN APRÈS L'ARRIVÉE DE LA LIGUE NATIONALE POUR LA DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT

UN AN APRÈS L'ARRIVÉE AU GOUVERNEMENT DE LA LND

31 MARS 2017

- Intensification des conflits ethniques
- Violences sans précédents à l'encontre des Rohingya
- 160 000 déplacés en raison des conflits
- Processus de paix en difficulté
- Réformes de fond bloquées par les militaires
- Droits sociaux et environnementaux menacés

INFO BIRMANIE

WWW.INFO-BIRMANIE.ORG

Le 30 mars dernier, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) faisait son entrée au sein du gouvernement. Les élections les plus libres depuis plus de 50 ans ont suscité de nombreux espoirs, pour une réelle transition démocratique. Un an après l'entrée au gouvernement de la LND, le bilan est décevant. Il est vrai que le défi est de taille ! Lors de son discours marquant les un an de la LND au sein du gouvernement, Aung San Suu Kyi – de facto leader du gouvernement – a reconnu que les réformes étaient lentes, tout en rappelant que son parti avait hérité d'un pays dirigé par les militaires pendant des décennies.

En effet, l'armée birmane – la Tatmadaw – a assuré ses arrières. La constitution de 2008 garanti aux militaires 25% des sièges au Parlement, assez pour bloquer tout changement, notamment quant aux réformes de fond. Cela leur accorde de fait un droit de veto, car tout amendement de la constitution nécessite un vote à plus de 75% au Parlement. Les militaires dirigent également trois ministères clés : les ministères de l'Intérieur, de la Défense et des Frontières. Pour ces raisons, la marge de manœuvre du gouvernement se voit restreinte et l'armée continue d'agir en toute impunité.

Il y a un an, Aung San Suu Kyi déclarait que sa priorité était de mettre fin aux conflits ethniques à travers la mise en place d'un nouveau cycle du processus de paix, réunissant toutes les parties prenantes autour d'une table. Ce nouveau cycle a débuté fin août 2016 avec la Conférence de Panglong pour le 21e siècle, prévoyant

une nouvelle rencontre tous les six mois. Malgré les promesses d'un processus inclusif, la participation aux négociations impose à tous les groupes ethniques armés de signer l'Accord National de Cessez-le-feu de 2015. Si cinq groupes viennent d'annoncer qu'ils allaient signer cet accord, des groupes majeurs tels que la Kachin Independence Army, ou encore la Myanmar National Democratic Alliance Army, se sont rassemblés sous l'égide de l'Armée Wa, la plus puissante du pays, afin d'engager un dialogue politique en dehors du cadre de cet accord.

L'intensification des conflits au nord du pays, dans les États Kachin et Shan, est l'une des raisons de ces évolutions. Les affrontements dans ces zones n'ont pas été aussi intenses depuis des décennies. Les forces armées gouvernementales n'hésitent pas à utiliser de l'artillerie lourde, notamment à proximité des camps de déplacés internes. La situation humanitaires s'est également beaucoup dégradée, notamment car l'accès des organisations était restreint dans certains secteurs.

D'autre part, l'armée est accusée de graves violations de droits de l'Homme à l'encontre de la minorité musulmane des Rohingya. En effet, suite à l'attaque revendiquée par une organisation Rohingya de deux postes de frontières avec le Bangladesh ayant fait neuf victimes du côté des forces de sécurité, l'armée birmane a lancé une opération de « nettoyage » pendant plus de quatre mois. Le bilan est terrible et de nombreux rapports, dont un émanant de la rapporteuse spéciale des droits de l'homme en Birmanie, dénonce les exactions de l'armée birmane : plus de 1000 morts, des viols en réunions, des arrestations arbitraires, des cas de tortures, des incendies volontaires... La possibilité de « crimes contre l'humanité » a poussé le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à adopter une résolution comprenant l'envoi d'une mission internationale indépendante « d'établissement des faits ». Pourtant, le gouvernement s'en est dissocié et Aung San Suu Kyi, lors de son discours marquant les 1an du gouvernement, a rejeté cette décision en précisant qu'elle n'était pas appropriée au contexte birman... Alors que l'ONU estime que la minorité musulmane Rohingya est l'une des plus persécutés au monde, aucune solution n'est envisagée pour la protection de leurs droits qui sont sans cesse bafoués, que ce soit sur le court ou le long terme.

Les violences à l'égard des minorités ethniques et religieuses de la part de l'armée ont entraîné la fuite de milliers de civils : depuis que la LND est entrée au gouvernement, plus de 160 000 personnes ont été déplacées.

Enfin, le cadre juridique en vigueur ne permet pas la protection des droits sociaux et environnementaux en Birmanie et pourtant, la LND tente d'attirer des investisseurs étrangers en leur offrant de nombreux avantages. Les violations des droits sociaux sont de plus en plus criantes : des salariés syndiqués et des grévistes licenciés, un salaire minimal de 2,50 euro par jour qui est également devenu un salaire « maximum » pour tous les nouveaux employés ... Des réformes à ce sujet sont cruciales avant d'accueillir de nouveaux investisseurs.

LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES DÉCIDE D'ENVOYER UNE MISSION INTERNATIONALE INDÉPENDANTE D'ÉTABLISSEMENT DES FAITS EN BIRMANIE

Info Birmanie relaie ce communiqué à l'initiative de plusieurs organisations, qui annonce la décision du Conseil des Droits de l'Homme qui a adopté une résolution afin d'envoyer une mission internationale indépendante d'établissement des faits. Si cette résolution reste insuffisante alors que la société civile demandait la mise en place d'une Commission d'enquête internationale (COI), il s'agit néanmoins d'une décision historique qui, nous l'espérons, permettra de lancer une enquête indépendante sur les allégations des violations des droits humains en Birmanie.



Par Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA), Progressive Voice, Kachin Women's Organization Thailand, Women's Peace Network, Ta'ang Women's Organization

Genève, le 24 mars 2017

Aujourd'hui, lors d'une décision historique, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a adopté une résolution pour envoyer de toute urgence une mission internationale indépendante d'établissement des faits, afin d'examiner les allégations de graves violations des droits humains en Birmanie. Cette décision fait suite à de nombreux appels de la part des experts des Nations Unies et de la société civile pour une Commission d'Enquête internationale (COI) sur les allégations de sérieuses violations des droits humains dans le pays. Malgré les appels pour une COI, le Conseil a décidé d'opter pour un mécanisme plus ambigu qui prend la forme d'une mission internationale indépendante d'établissement des faits, ce qui est loin d'être suffisant. Cependant, nous espérons que cette mission permettra de relever le défi en lançant une enquête indépendante et effective sur les allégations de graves violations des droits humains en Birmanie, présentant un rapport contenant de solides recommandations au Conseil.

« Alors que nous attendions un mécanisme plus fort, nous nous réjouissons que le Conseil ait été capable de prendre des mesures concrètes vers une enquête sur les violations », rapporte Khin Ohmar de Progressive Voice. « En tant que premier organe international avec un mandat dédié à examiner un cas spécifique de violations des droits humains en Birmanie, la mission internationale indépendante d'établissement des faits détient une tâche historique et une énorme responsabilité ». Les opérations de sécurité qui ont débuté en

octobre dernier dans l'État d'Arakan ont fait les gros titres dans le monde entier avec des récits de graves violations contre la minorité Rohingya, tels que des viols collectifs, des cas de tortures et des exécutions. Lors du début de la 34e session du Conseil des Droits de l'Homme, le Haut-Commissaire des droits humains pour les Nations Unies et le Rapporteur Spécial pour la situation des droits humains en Birmanie pour les Nations Unies ont appelé à la mise en place d'une COI, rappelant la probabilité de crimes contre l'humanité dans le pays. En conséquence, des négociations intenses ont eu lieu au Conseil évoquant les possibilités d'action, menant à cette résolution.

« Il est essentiel que la communauté internationale soit capable de réagir de façon adéquate à ces graves violations efficacement et en temps voulu », a dit Wai Wai Nu, de Women's Peace Network. « Depuis 2012, il y a eu plusieurs appels pour une enquête internationale sur les abus dans l'État d'Arakan, mais jusqu'à aujourd'hui, aucune n'a été matérialisée. La mission internationale indépendante d'établissement des faits a un rôle important à jouer, notamment car aucune des six différentes initiatives d'enquête nationale constituées par le gouvernement depuis 2012 n'ont été ni indépendante ni crédible ».

« Alors que les récits d'atroces violations des droits humains dans l'État d'Arakan sont extrêmement préoccupants, des allégations similaires ont été rapportées dans les États Shan et Kachin depuis 2011 », rapporte Stella Naw de la Kachin Women Association's Thailand (KWAT). « Le schéma et la chronologie des violations sont similaire à ce qu'il se passe dans l'État d'Arakan et se sont intensifiés depuis Août dernier. Nous nous réjouissons que le Conseil ait identifié la nécessité d'une approche holistique et que le mandat de la mission internationale indépendante d'établissement des faits soit large et couvre toutes les régions de la Birmanie, avec une référence particulière à l'État d'Arakan ».

Lway Vehnim, de la Ta'ang Women's Organization, a une vision similaire : « le large mandat de la mission internationale indépendante des faits va aider à trouver des solutions efficaces aux questions d'intérêt national relatives aux minorités, à l'impunité, à la justice et la responsabilité ».

« La Président du Conseil, chargé de mettre sur pied la mission internationale indépendante d'établissement des faits, devrait rapidement sélectionner des experts pour la mission de façon indépendante et transparente. Il est crucial que ce processus sélectionne des experts qui détiennent la connaissance nécessaire à la mission », a dit R. Iniyang Ilango, Responsable du Programme Plaidoyer pour le Forum Asiatique pour les Droits humains et le développement (FORUM-ASIA). « Afin d'être efficace, la mission internationale indépendante pour l'établissement des faits doit traiter les causes profondes, remontant au moins aux violences de 2012 pour tracer les circonstances qui ont mené aux récentes violations des droits humains ».

« Il est regrettable que le gouvernement birman ait décidé de se dissocier de cette résolution », évoque John Samuel, le Directeur exécutif de FORUM-ASIA. « C'est important que le gouvernement dirigé par la Ligue Nationale pour la Démocratie identifie les mécanismes internationaux des droits humains comme alliés à sa lutte ardue avec les militaires, qui détiennent toujours un contrôle effectif dans le pays et sont impliqués dans les allégations de violations. Cette résolution représente une formidable opportunité pour le gouvernement afin d'avancer dans la bonne direction, qui devrait pleinement coopérer avec cette mission ».